

## LIBYE

## Les forces du CNT progressent vers Syrte

**Les combattants du nouveau pouvoir en Libye ont notablement progressé hier sur le front Est de Syrte, en direction de la ville natale du dirigeant déchu Mouammar Kadhafi, a-t-on appris de sources concordantes.**

«A l'issue d'une journée de confrontation, nous avons progressé d'environ 8 kilomètres vers Syrte», a indiqué à l'AFP un commandant des autorités libyennes de transition, dont les combattants sont, désormais, à environ 80 km de la ville.

De violents duels d'artillerie soutenus ont opposé toute la journée forces pro-Kadhafi et combattants du nouveau régime sur la ligne de front, a constaté un jour-

naliste de l'AFP. Les combattants pro-CNT ont également fait état de nombreuses frappes des avions de l'Otan sur les positions des pro-Kadhafi, alors que l'Alliance atlantique a concentré ses bombardements ces derniers jours autour de Syrte.

Les échanges de tirs d'artillerie ont débuté dans la matinée et étaient audibles à environ cinq kilomètres en retrait des premières lignes, inaccessibles pour le

moment à la presse, a-t-on constaté. Ils ont été déclenchés par une opération de reconnaissance menée à l'aube vers les lignes des forces loyales au dirigeant en fuite, a expliqué un autre commandant, Adel Semfez.

Au cours de cette opération, menée par Selim Nabous, un chef militaire réputé parmi les combattants pro-CNT, un convoi pro-Kadhafi est tombé dans une embuscade et quatre véhicules ont été détruits tandis qu'un autre a été pris, selon M. Semfez.

«Il s'agit d'une confrontation relativement ordinaire sur cette ligne de front», a assuré cette source, soulignant qu'il ne s'agissait pas du début de l'offensive annoncée sur Syrte, ville natale de Mouammar Kadhafi, toujours sous contrôle des forces fidèles à l'ancien régime.

Plusieurs sources au sein du nouveau pouvoir ont, cependant, affirmé que les éclaireurs de Selim Nabous avaient pu avancer jusqu'à Harawa, principale ligne de défense de l'ex-armée gouvernementale à une quarantaine de kilomètres à l'est de Syrte.

Le Conseil national de transition (CNT), l'organe politique de l'ex-rébellion aujourd'hui au pou-



Photo : DR.

**Les combattants du CNT font une avancée de 8 km vers la ville de Syrte.**

voir à Tripoli, s'est donné jusqu'à samedi pour obtenir la reddition pacifique de la ville par la négociation. Des milliers de combattants pro-CNT ont depuis lors pris position le long de la ligne de front autour de la localité de Oum Khounfis dans l'attente de cette offensive. Aucune agitation inhabi-

tuelle n'était observée hier matin parmi ces hommes qui pourraient laisser croire au lancement d'une vaste opération dans la zone.

Les escarmouches sont quotidiennes sur cette ligne de front, où un no man's land d'environ sept à huit kilomètres séparait jusqu'à présent les belligérants.

Inquiétudes quant au sort  
des populations noires en Libye

Le Conseil représentatif des associations noires de France, Cran, demande, dans un communiqué rendu public hier, à être reçu dans les meilleurs délais par Sarkozy et par Juppé pour évoquer les «exactions racistes visant les populations noires», largement rapportées par la presse, alors «qu'un nouveau gouvernement libyen s'apprête à se mettre en place à Tripoli, avec le soutien de la France».

Le Cran souhaite évoquer avec l'Elysée «les mesures pouvant être prises en direction des nouvelles autorités libyennes pour faire cesser ces exactions et réprimer leurs auteurs et demande, par ailleurs, qu'une enquête internationale soit ouverte sur les exactions contre les populations noires en Libye».

Khadidja Baba-Ahmed

## MAROC

Le Mouvement  
du 20 février appelle  
à manifester  
le 11 septembre

Le Mouvement du 20 février qui revendique des réformes politiques et sociales profondes au Maroc, ont appelé à manifester le dimanche 11 septembre à Rabat, la capitale du royaume, lors d'une conférence de presse.

«Nous appelons à manifester ce jour-là (le 11 septembre) dans le quartier populaire Yacoub El Mansour à Rabat pour marquer notre rentrée sociale et politique», a déclaré Omar Radi, de la section de Rabat.

«Nous sommes déterminés à nouer un vrai dialogue avec les habitants des quartiers populaires, les syndicats et les universités, aussi bien à Rabat qu'ailleurs», a-t-il ajouté. Selon lui, «des manifestations pacifiques seront probablement prévues dans d'autres villes du Maroc pour accompagner une rentrée sociale qui s'annonce chaude».

Un autre responsable de la section de Rabat a indiqué au cours de cette conférence de presse que le Mouvement du 20 février reste «indépendant et ouvert à tous les courants politiques à condition qu'ils n'appellent pas à la violence».

Né dans le sillage des révoltes arabes au début de l'année, ce Mouvement regroupe, en plus des islamistes du groupe Justice et bienfaisance, une importante association illégale mais tolérée, des «cyber-militants» indépendants et des militants d'extrême-gauche. Les autorités accusent régulièrement Justice et bienfaisance, qui mobilise dans les quartiers populaires grâce à son action sociale, de «noyauter» et «manipuler» le Mouvement du 20 février. En dépit de bonnes performances économiques, le Maroc fait face à de graves problèmes tels le chômage, l'analphabétisme, la corruption sur fond de criantes inégalités sociales.

## TUNISIE

## Le gouvernement interdit aux policiers de se syndiquer

**Le Premier ministre tunisien Béji Caïd Essebsi a décrété hier l'interdiction de toute activité syndicale au sein des forces de sécurité et annoncé «une stricte application de l'état d'urgence» en vigueur dans le pays depuis la chute du régime de Ben Ali.**

«J'ai décidé à partir d'aujourd'hui d'interdire toute activité syndicale des forces de sécurité, au vu des dangers que cela représente pour la sécurité du pays», a déclaré M. Caïd Essebsi au cours d'une allocution prononcée au palais gouvernemental.

Il a également annoncé une «application stricte de l'état d'urgence», décrété après la chute du président déchu Ben Ali le 14 janvier, et prolongé depuis par décrets successifs, jusqu'au 31 novembre.

Les Tunisiens sont appelés à voter le 23 octobre pour élire une assemblée constituante, qui constituera le premier scrutin depuis la chute de Ben Ali. «Nous sommes en état d'urgen-

ce et le gouvernement va faire appliquer la loi», a martelé le Premier ministre, rappelant que celle-ci interdisait «toutes les manifestations, toutes les grèves et toutes les réunions qui peuvent toucher à la sécurité du pays».

«Le ministère de l'Intérieur a le droit d'assigner à résidence toute personne connue pour des activités touchant à la sécurité intérieure», a-t-il ajouté.

«Il s'est passé beaucoup de choses dangereuses dans le pays, et ça concerne tous les citoyens», a-t-il dit, indiquant que le gouvernement s'était réuni lundi pour discuter des mesures à prendre en matière de sécurité. Des violences ont secoué ces derniers jours les

régions du centre et du sud-ouest de la Tunisie, faisant au moins deux morts et des dizaines de blessés, et trois villes ont été placées sous couvre-feu nocturne.

M. Caïd Essebsi a accusé «des parties» d'être «derrière ce qui se passe dans les régions de Tunisie». «Il est étonnant qu'à chaque fois que les échéances électorales se rapprochent, des campagnes de dénigrement et des troubles éclatent», a-t-il déclaré.

«Les élections se tiendront le 23 octobre, notre objectif est de réaliser un scrutin transparent et libre pour la première fois dans le pays», a-t-il souligné.

L'interdiction de l'activité syndicale au sein des forces de sécurité a été annoncée alors que des centaines de policiers ont manifesté hier matin devant la Kasbah, à l'appel de l'Union des syndicats des forces sécuri-

taires de l'intérieur, fédérant des organisations de policiers et de gendarmes.

Les manifestants ont réclamé les démissions du ministre de l'Intérieur Habib Essid et du chef d'état-major de l'armée tunisienne, le général Rachid Ammar. Ils ont accusé le premier d'ignorer leurs revendications et le second d'être derrière les troubles actuels en Tunisie dans le but de prendre le pouvoir.

M. Caïd Essebsi a qualifié cette manifestation d'«incitation à l'insurrection». La police tunisienne est en conflit larvé avec son ministère de tutelle et avec l'armée depuis la chute du régime de Ben Ali.

Craints et honnis sous l'ancien régime, de nombreux policiers et gendarmes se considèrent, désormais, comme les boucs émissaires de la révolution tunisienne.

## ÉGYPTE

Procès Moubarak : l'ex-président  
marque un point, estime la presse

**L'ancien président égyptien Hosni Moubarak s'est bien sorti de la troisième audience de son procès lundi, où aucun des témoins convoqués à la barre ne l'a mis en cause dans les tirs contre des manifestants lors de révolte du début de l'année, estime la presse égyptienne.**

«Les témoins à charge se transforment en témoins à décharge», écrit en Une le quotidien indépendant *Al-Chourouq* d'hier, en estimant que l'audience a été «une raclée pour les familles des victimes».

Le journal *al-Tahrir*, issu de la révolte qui a fait chuter le raïs en février dernier, estime que «les surprises du procès Moubarak ont

commencé». Il relève que le principal témoin, le chef des services de communications de la police, le général Hussein Saïd Mursi, a «innocenté» M. Moubarak et son ministre de l'Intérieur, Habib el-Adli, et offert à la cour un «bouc émissaire» de second plan en la personne du général Ahmed Ramzi, chef des forces anti-émeutes.

*Al-Akhbar* (gouvernemental) se demande si les personnes appelées à la barre, des gradés de la police, ne sont pas de «faux témoins».

Le quotidien relève qu'un des avocats a demandé la comparution du maréchal Hussein Tantaoui, chef des forces armées et aujourd'hui chef d'Etat de fait. Le maréchal

Tantaoui a été pendant 20 ans ministre de la Défense de M. Moubarak.

La prochaine audience a été fixée pour aujourd'hui mercredi. Le procès de l'ancien homme fort du pays, 83 ans, qui comparait allongé sur une civière en raison de son état de santé, a débuté le 3 août.

M. Moubarak est jugé pour les meurtres de manifestants lors de la révolte contre son régime, qui a fait au total 850 tués. L'ancien ministre de l'Intérieur Habib el-Adli comparait également avec lui dans ce dossier.

L'ancien président est également jugé pour enrichissement illicite, des charges pour lesquelles ses deux fils, Alaa et Gamal, sont aussi dans le box des accusés.